

MARINE LE PEN, ÉRIC ZEMMOUR : SOCIAL-POPULISME CONTRE CAPITALISME POPULAIRE

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Dans une campagne désormais dominée par les enjeux internationaux et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, le match qui oppose Marine Le Pen à Éric Zemmour dans la présidentielle va se jouer pour une large part sur l'économie et la crédibilité. Si les deux candidats de droite radicale partagent une grande proximité de vue sur les enjeux régaliens, leurs différences sont plus marquées en revanche sur les enjeux économiques et sociaux. À partir d'une analyse statistique détaillée des programmes présidentiels des deux principaux challengers de la droite radicale, cette note montre que ces différences économiques dessinent les contours de projets distincts et de stratégies politiques divergentes. En pariant très tôt sur un social-populisme de « crise » à forte tonalité sociale, la candidate du Rassemblement national a peut-être d'ores-et-déjà posé les bases de sa qualification pour le second tour face à Emmanuel Macron.

Dans une campagne désormais dominée par les enjeux internationaux et les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, l'enjeu de la seconde place pour accéder au second tour est, plus que jamais décisif. Le match qui oppose Marine Le Pen à Éric Zemmour va se jouer pour une large part sur les questions économiques et sociales, et sur la capacité de chacun des deux candidats d'asseoir sa crédibilité sur ces questions.

Cette note propose une analyse statistique des programmes présidentiels des deux principaux challengers de la droite radicale, qui prolonge une étude antérieure des programmes économiques du FN depuis les années 1980¹. À partir d'un examen détaillé et systématique des manifestes présidentiels de Marine Le Pen et Éric Zemmour, il est possible de mettre en lumière des projets économiques distincts, articulés aux stratégies politiques divergentes que poursuivent les deux principaux candidats de la droite radicale pour tenter d'élargir leur base électorale et parvenir à franchir l'obstacle du premier tour.

1.

Cf. Gilles Ivaldi « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) » in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.) *Les faux semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015

2.

<https://mlafrance.fr/programme>

3.

Éric Zemmour, *Pour que la France reste la France. Mon programme*, mars 2022

<https://programme.zemmour2022.fr>

4.

Lutte contre la fraude, patrimoine, handicap, école, protection des animaux, agriculture, jeunesse, défense, famille, sécurité, santé, contrôle de l'immigration, tourisme et Outre-Mer

5.

Pour plusieurs mesures, le détail et une tentative de chiffrage sont également présentés dans des tracts et divers matériels de campagne

(<https://mlafrance.fr/materieldecampagne>)

6.

https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2022/02/ROL2_2022.02.11.pdf

7.

Pour mémoire, en 2012, les mesures économiques et sociales représentaient 61% du programme présidentiel de Marine Le Pen

8.

Rappelons que cette « technocratisation » avait dominé la préparation stratégique de la campagne présidentielle de 2007, sous la houlette, déjà, de Marine Le Pen. L'université d'été du parti en septembre 2006 avait mis en place des Commissions d'action présidentielle (CAP) thématiques et privilégié l'affichage par le Front d'une « culture de gouvernement »

9.

Marine Le Pen déclare à ce propos : « je marche sur mes deux jambes. D'un côté le chômage, la dette, le pouvoir d'achat. De l'autre, l'immigration et l'insécurité » (TF1, 6 mars 2012)

10.

La structure du programme présidentiel de Marine Le Pen en 2012 illustre ce changement d' emphase : des enjeux tels que le pouvoir d'achat, l'euro, l'emploi, la dette publique, les retraites ou la politique fiscale occupent les premières pages du document, devant les questions d'immigration ou de sécurité

L'enjeu de la crédibilité économique

La taille de leurs programmes respectifs constitue un premier indicateur des stratégies divergentes de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour. Là où la candidate du RN se contente cette année de *22 mesures pour 2022* - en réalité 72 propositions réunies en grands chapitres sous le triptyque « Protection, Projection, Transmission² » -, l'ancien polémiste construit pour sa part un programme sensiblement plus détaillé réunissant au total 385 mesures³. À titre de comparaison, à droite, le projet présidentiel de Valérie Pécresse compte, lui, 238 propositions.

Chez Marine Le Pen, le programme de 2022 représente une diminution substantielle par rapport aux 144 mesures présentées en 2017 et aux 146 propositions réunies dans le manifeste présidentiel de 2012. Cette baisse notable du nombre de mesures vise à assurer une communication plus efficace et ciblée sur quelques propositions phares en matière d'immigration ou de pouvoir d'achat. Elle est par ailleurs accompagnée par la publication de livrets thématiques détaillés - quatorze à ce jour⁴ -, distillés au fil de la campagne, pour s'efforcer d'attester du sérieux et de la crédibilité des propositions sans pour autant « surcharger » le programme présenté aux Françaises et aux Français⁵.

Du côté de l'ancien chroniqueur du *Figaro*, la volonté de se forger une crédibilité est visible dans l'impressionnante quantité de mesures mises en avant dans le programme rendu public mi-mars. L'importance pour Éric Zemmour de présenter un large éventail de mesures fait écho au déficit de crédibilité dont l'ancien journaliste souffre encore : les données de l'enquête *rolling* IFOP réalisée début février montrent que le candidat de Reconquête ! demeure systématiquement derrière Marine Le Pen sur l'ensemble des enjeux testés avec des écarts de l'ordre de 5 points en moyenne sur les questions régaliennes (sécurité, immigration ou lutte contre le terrorisme) et d'un peu plus de 7 points s'agissant des questions économiques et sociales (pouvoir d'achat, impôts ou santé)⁶.

L'analyse statistique des programmes présidentiels des deux candidats atteste du poids significatif des enjeux économiques. Le projet d'Éric Zemmour donne la part belle à ces questions, qui représentent près des deux tiers (65%) de ses propositions. Chez Marine Le Pen, le primat accordé à l'économie et au social est encore plus net : près des trois quarts (74%) des mesures de la candidate RN concernent les questions économiques et sociales, preuve si besoin était de l'attention portée à ces enjeux au sein de l'état-major lepéniste⁷.

Du côté de la candidate du Rassemblement national, l'importance prise par les questions économiques et sociales s'inscrit dans une stratégie de longue date initiée dès son arrivée à la tête du Front national en 2011⁸. À l'époque, Marine Le Pen avait insisté, il faut s'en souvenir, sur la nécessité de rééquilibrer le programme du FN afin de permettre à sa formation de « marcher sur ses deux jambes⁹ », en combinant une offre socio-économique crédible avec les thèmes plus traditionnels que sont l'immigration ou l'insécurité¹⁰. Symboliquement, son programme présidentiel de 2012 s'ouvrait avec le chapitre « pouvoir d'achat » et « relance de l'économie » avec la promesse d'une augmentation des salaires et, déjà, d'une baisse des tarifs de l'énergie et des taxes sur les carburants.

De son côté, l'entrée en campagne d'Éric Zemmour s'est d'abord faite pour l'essentiel sur des thématiques relatives à l'identité, à l'immigration et aux questions régaliennes. L'enjeu de la crédibilité économique s'est imposé

cependant dans une campagne marquée par la nécessité pour l'ancien polémiste de s'extirper, lui aussi, de son statut de candidat de « niche » centré sur les thèmes « culturels », pour aborder une question économique et sociale qui s'est très vite invitée à l'agenda de la présidentielle.

Chiffrages

Cette recherche de crédibilité passe par le chiffrage de programmes souvent critiqués par le passé pour leur manque de sérieux économique. Chez Marine Le Pen, ce chiffrage concerne principalement les mesures relatives à l'immigration et à la réforme des retraites telle que revue par la candidate du RN. Au total, le dossier consacré à l'immigration prévoit « une économie de 80,5 milliards d'euros sur l'ensemble du quinquennat soit 16,1 milliards d'euros par an ». Le détail des économies est déroulé sur un document de 44 pages, qui témoigne de la volonté de la formation lepéniste d'affirmer la crédibilité de son projet. Parallèlement, le dossier consacré à la réforme des retraites envisage « 9,6 milliards d'euros de dépenses de retraite supplémentaires en année pleine ».

Lors de la présentation du chiffrage de son programme présidentiel le 23 mars, Marine Le Pen a proposé 68 milliards d'euros de dépenses, essentiellement concentrées, nous allons le voir, sur les mesures de défense du pouvoir d'achat. Côté recettes, la présidente du RN prévoit notamment 18 milliards d'économies sur l'immigration, 15 milliards issus de la lutte contre la fraude et 5 milliards sur la contribution française à l'Union européenne.

Le projet présidentiel dévoilé par Éric Zemmour mi-mars insiste lui aussi sur la question du financement, prévoyant un total de 65 milliards d'euros d'économies en année pleine dont 20 milliards par la suppression des aides sociales pour les étrangers extra-européens, 15 milliards par la lutte contre les gaspillages, les dépenses non prioritaires et la désorganisation de l'État, 15 milliards par la lutte contre la bureaucratie et les surcoûts de la décentralisation et 15 milliards également par la lutte contre la fraude sociale et fiscale.

S'agissant des retraites, le programme de l'ancien chroniqueur prévoit de « sécuriser le régime de retraite en repoussant l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2030 et en augmentant d'une année la durée de cotisation d'ici la fin du quinquennat. Cette réforme, explique le projet, doit permettre d'économiser près de 15 milliards d'euros en année pleine ». Éric Zemmour prévoit ainsi « d'amorcer une réduction du déficit public dès 2023 » et de « repasser sous le seuil des 3% dès 2025 ».

Quels projets économiques pour la droite radicale en 2022 ?

Outre la « saillance » des enjeux économiques dans les programmes, il est possible d'envisager également l'orientation des mesures proposées. On prolonge ici une étude antérieure des programmes du Front national / Rassemblement national et de la trajectoire de la formation lepéniste sur l'axe de compétition économique depuis le milieu des années 1980. L'analyse est conduite à partir d'une approche quantitative longitudinale de codage manuel des manifestes électoraux¹¹. Le corpus est constitué des 500 mesures socio-économiques présentes dans les programmes du FN/RN sur la période 1986-2022, auxquelles s'ajoutent les 250 propositions économiques et sociales du programme présidentiel d'Éric Zemmour en 2022.

11.

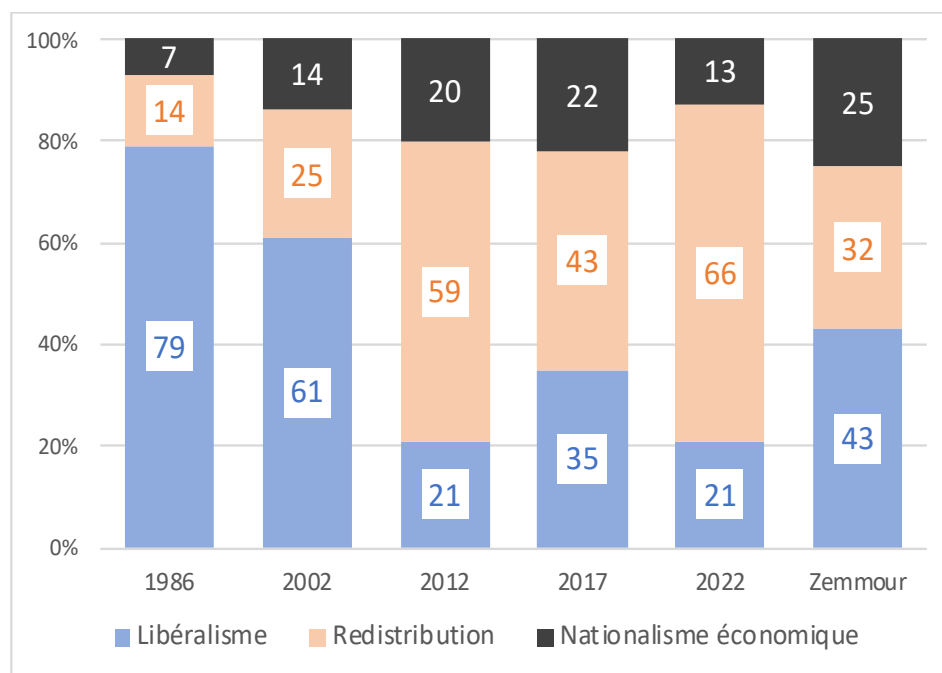
Cf. Gilles Ivaldi « Du néolibéralisme au social-populisme ? ». Voir également : Gilles Ivaldi « L'économie populiste "attrape-tout" de Marine Le Pen », *Le Monde*, 16 février 2017

Chaque programme économique est décomposé en trois grandes dimensions : nationalisme économique, redistribution et libéralisme. Toutes les mesures présentées par le FN/RN et par Éric Zemmour sont codées sur ces composantes, ce qui permet de calculer le pourcentage de propositions dans chaque catégorie.

La composante de « redistribution » réunit toutes les mesures sociales ou économiques d'orientation keynésienne, fondées sur la demande et l'interventionnisme étatique, la dépense publique, la protection sociale ainsi que la défense des services publics et/ou leur expansion. Pour le « libéralisme », on retient toutes les mesures pro-marché, fondées sur l'offre, la libre concurrence, la dérégulation, la baisse des impôts, la réduction de l'État-providence et le *small-government*. Enfin, la catégorie « nationalisme économique » regroupe toutes les mesures qui visent à défendre la souveraineté économique nationale, le protectionnisme, le refus du libre-échange, l'instauration de taxes aux frontières, la préférence donnée aux entreprises nationales ou le refus des règles de libre concurrence de l'Union européenne.

La figure 1 montre la part relative de chacun de ces trois grands piliers économiques dans les programmes lepénistes depuis 1986, et ces derniers sont comparés avec le projet présidentiel d'Éric Zemmour en 2022.

Figure 1 : Évolution des trois piliers de l'économie du FN/RN (1986-2022) et comparaison avec le programme d'Éric Zemmour



Source : Analyse des programmes du Front national / Rassemblement national (1986-2022) et du programme présidentiel d'Éric Zemmour en 2022. Pour 1986, on utilise le programme législatif du FN.

N=750 mesures économiques et sociales

Marine Le Pen ou le « social-populisme » de crise

Les résultats permettent tout d'abord d'identifier une trajectoire spécifique du Front / Rassemblement national, passant d'une position essentiellement libérale au milieu des années 1980 à une localisation à la gauche de l'axe économique. En 2022, la question sociale est, de fait, au cœur du programme présidentiel de la candidate du RN. Outre les thématiques classiques sur l'immigration ou la sécurité, l'analyse du programme de Marine Le Pen dessine les contours d'un « social-populisme » de crise dont les bases ont été posées dès 2012.

Il y a dix ans, 59% des propositions économiques du FN tiraient déjà vers la gauche économique dans l'après-crise financière de 2008. Sous la houlette de sa nouvelle présidente, le FN avait endossé les habits de la redistribution, de la justice sociale et de l'interventionnisme étatique, en rupture nette avec les orientations plus libérales de son père¹². Le projet présidentiel de Marine Le Pen en 2022 n'infléchit pas cette course et l'amplifie même : les mesures de redistribution et de protection sociale représentent cette année deux tiers (66%) des propositions économiques et sociales de la candidate du RN, la proportion la plus élevée depuis l'irruption du FN sur la scène politique française.

12.

Voir Gilles Ivaldi « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) » in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.) *Les faux semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015

13.

<https://www.europe1.fr/politique/marine-le-pen-tout-est-a-jeter-dans-la-reforme-des-retraites-3937513>

14.

https://www.bfmtv.com/economie/pour-marine-le-pen-la-reforme-de-l-assurance-chomage-est-honteuse-stupide-et-indigne_AN-202103110607.html

15.

https://twitter.com/mlp_officiel/status/144539868428865365

16.

<https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-2022-pourquoi-marine-le-pen-joue-la-carte-de-la-sensibilite-sociale-1354915>

17.

Convention présidentielle de Marine Le Pen à Reims, 5 février 2022
<https://www.youtube.com/watch?v=hEVj9za0298>

Tout au long du quinquennat, il faut le rappeler, la présidente du RN a, à plusieurs reprises, rejoint les rangs de la gauche ou des syndicats pour s'opposer à Emmanuel Macron. Fin 2019, elle avait rejeté la réforme des retraites proposée par le gouvernement. « Rien n'est à retenir dans ce système de retraites, avait-elle expliqué. J'ai envie de dire que tout est à jeter (...) il va y avoir des pertes qui vont être très importantes pour des millions de Français¹³ ». En mars 2021, la présidente du RN avait également dénoncé la réforme de l'assurance-chômage par le gouvernement comme « honteuse, stupide économiquement, indigne humainement et, en plus, profondément injuste¹⁴ », demandant à Emmanuel Macron de mettre un terme à cette « saignée sociale¹⁵ ».

À l'approche de la présidentielle, Marine Le Pen lance une nouvelle offensive de redistribution tous azimuts sur le pouvoir d'achat et la santé, et avec pour cibles prioritaires les catégories populaires et les jeunes actifs, qui constituent le gros des bataillons de l'électorat RN. La vague 5 de l'Enquête électorale du CEVIPOF confirme l'importance de ces segments électoraux pour Marine Le Pen. Cette dernière y arrive en tête des intentions de vote chez les 25-34 ans avec 19% des voix, à égalité avec Emmanuel Macron. La présidente du RN l'emporterait également assez largement au premier tour chez les ouvriers (35%) et les employés (22%), loin devant Éric Zemmour.

À cette France « d'en-bas », Marine Le Pen promet un « choc de pouvoir d'achat¹⁶ » et offre un généreux paquet keynésien : baisse de la TVA, augmentation des salaires, exonérations fiscales ou gratuité des transports pour les jeunes actifs, entre autres. Aux côtés des questions de sécurité et d'immigration, le pouvoir d'achat a constitué un des principaux thèmes du discours de Marine Le Pen à la convention présidentielle de Reims début février 2022 : « protéger notre peuple, c'est aussi assurer à tous les Français de vivre dignement, a expliqué à cette occasion la candidate du RN. Vous savez l'importance que j'accorde à votre pouvoir d'achat (...). Je ne me contenterai pas de rendre leur argent aux Français, j'agirai aussi sur les salaires trop bas depuis trop longtemps (...). L'appauvrissement des Français n'est pas une fatalité et dans deux mois je vous le prouverai¹⁷ ».

18.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/marine-le-pen-veut-taxer-les-petroliers-20220310>

Face à la flambée des prix des carburants consécutive à la guerre en Ukraine, Marine Le Pen a proposé le 10 mars de « supprimer les augmentations » de la TICPE entre 2015 et 2018 et de compenser ces annulations par une « taxe exceptionnelle sur les (groupes) pétroliers ». « Les pétroliers sont manifestement en train de faire de très bonnes affaires, a déclaré à cette occasion la présidente du RN. Je pense qu'il y a beaucoup de bénéfices qui vont être faits par les pétroliers, il faut qu'il y ait une taxe exceptionnelle pour payer et compenser la suppression des hausses de TICPE¹⁸».

Les séniors ne sont pas oubliés dans le programme du RN : aux plus modestes d'entre eux, Marine Le Pen propose la revalorisation des pensions et du minimum vieillesse, et le refus de tout report de l'âge de départ, masquant toutefois à peine au passage l'abandon de la retraite à 60 ans qui constituait une pierre angulaire du programme frontiste depuis 2012.

La présidente du RN s'efforce également de séduire les retraités les plus aisés en proposant de supprimer les impôts sur l'héritage direct pour les familles modestes et les classes moyennes, et d'exonérer les donations des parents mais aussi des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000€ par enfant tous les dix ans. Ces mesures, apparues dans le programme de 2017, ne sont pas anodines : elles témoignent de l'importance pour Marine Le Pen de combler son retard dans cette catégorie. Les données de l'Enquête électorale du CEVIPOF montrent que la candidate du RN recueillerait 16% des voix chez les retraités modestes contre à peine 7% chez les retraités issus des catégories supérieures.

Comme cela était déjà le cas il y a cinq ans, le programme de 2022 illustre la tension entre le maintien d'un agenda de protection sociale et de redistribution à destination des catégories modestes, d'une part, et la nécessité, d'autre part, de s'adresser aussi à une clientèle plus libérale d'artisans, commerçants et petits entrepreneurs, et, plus généralement, à un électorat plus âgé, conservateur et plus aisé, pour pouvoir espérer l'emporter en avril prochain¹⁹.

19.

Déjà en 2017, cette tension avait suscité d'importants débats en interne, opposant notamment Florian Philippot aux « libéristes » tels que Marion Maréchal-Le Pen, Louis Aliot ou Jean-Richard Sulzer. En février 2016, le séminaire de « réflexion stratégique » d'Etiolles n'avait pas permis de trancher définitivement la ligne économique du parti à l'approche de la présidentielle

En 2017, le volet « libéral » avait été consolidé avec 35% de mesures orientées à droite, contre 21% cinq ans auparavant, marquant cette nécessité de « parler » aussi à l'électorat plus bourgeois. Cette année, s'il conserve un ancrage très à gauche, le projet présidentiel de Marine Le Pen laisse entrevoir quelques ajustements notables, avec la disparition de plusieurs mesures emblématiques, qui témoigne de cette même volonté de la candidate RN de convaincre les milieux ancrés à droite économiquement.

Outre le recul sur la retraite à 60 ans, jugé trop coûteuse, il faut noter également l'abandon de plusieurs propositions qui figuraient encore au programme de 2017. Disparaissent ainsi la promesse de préserver le statut de la fonction publique, l'engagement de refuser toute hausse de la CSG, la baisse de 10% l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches, le retrait de la loi Travail ou le maintien des 35 heures. En 2017, Marine Le Pen voulait également « assurer une juste contribution fiscale, en maintenant l'ISF » ; en 2022, son programme propose de transformer l'IFI en impôt sur la seule fortune financière, là aussi à destination d'une France plus « bourgeoise » de propriétaires.

Poujadisme fiscal et capitalisme populaire chez Éric Zemmour

Face à Marine Le Pen, Éric Zemmour s'est engagé dans une campagne à tonalité sensiblement plus libérale sans pour autant négliger toutefois, nous allons le voir, les enjeux relatifs au pouvoir d'achat et trouver lui aussi un point d'équilibre sur l'économie, qui lui permette de s'adresser à la fois aux catégories populaires et aux couches plus aisées.

Au total, 43% des mesures du candidat de Reconquête ! sont orientées à droite, soit plus du double de Marine Le Pen. Cet ancrage libéral est visible dans ses propositions d'allègement de l'IFI et des droits de succession, de retraite à 64 ans, de défiscalisation des heures supplémentaires, de réorientation des fonds destinés à la politique de la ville, de suspension des allocations familiales pour les parents d'élèves « perturbateurs » ou « absentéistes », de suppression de la loi SRU ou de « lutte contre la bureaucratie ».

Le programme d'Éric Zemmour s'adresse aux PME en proposant de baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 15% pour les petites et moyennes entreprises, artisans, commerçants et agriculteurs jusqu'à 300 000 euros de bénéfices. Parallèlement, son projet présidentiel entend engager un « grand processus de rationalisation et de baisse de la dépense publique » au travers d'un ensemble d'audits sur tous les champs de politique publique et par des économies sur les ministères « non régaliens ». « Nous réduirons, explique le programme, les dépenses de l'État à hauteur de 15 milliards d'euros par an à horizon 2027 ».

Autre marqueur fort, la promesse de « mettre fin à l'assistanat » ancre résolument le candidat de Reconquête ! à droite au risque de lui aliéner l'électorat populaire, plus soucieux de protection sociale. À Cannes, en janvier, Éric Zemmour a réitéré son engagement de « réduire les dépenses d'immigration et d'assistanat²⁰». Son programme de lutte contre la fraude sociale prévoit notamment des contrôles systématiques des allocataires, la mise en place d'un registre unique par bénéficiaire de toutes les allocations perçues, la suppression des aides sociales aux délinquants et à leurs parents et l'impossibilité de cumuler des minimaux sociaux pour un montant supérieur au SMIC.

Signe sans doute de la compétition qui se joue à distance entre les deux candidats d'extrême-droite, le terme « assistanat » a fait pour la première fois son apparition fin février chez Marine Le Pen dans une vidéo consacrée au projet de réforme des retraites, dans laquelle il est fait référence au financement des mesures proposées par la candidate RN en luttant, notamment, contre « les fraudes de l'immigration, l'évasion fiscale et l'assistanat²¹». Dans la présentation de son projet sur l'école, le 7 mars, Marine Le Pen a également introduit une proposition de « suspension des allocations familiales et des bourses scolaires en cas d'absentéisme ou de perturbations répétées²²». Le livret consacré à la lutte contre la fraude dévoilé le 22 mars prévoit par ailleurs des mesures renforcées de contrôle et de traque des fraudes aux cotisations et aux prestations sociales, avec des sanctions sévères à l'encontre des fraudeurs. Au total, ces mesures de lutte contre la fraude sociale et fiscale devraient rapporter 15 milliards d'euros par an selon la candidate RN.

Outre sa volonté affichée de « mener une lutte sans merci contre la fraude sociale », Éric Zemmour reprend à son compte le poujadisme fiscal qui a longtemps constitué un élément fort du programme économique de Jean-Marie Le Pen et de ses multiples diatribes contre l'État et la bureaucratie. « Ensuite, il y a le fisc, rien que le mot vous glace le sang !, a ainsi déclaré l'ancien chroniqueur à Cannes, en

20.

Éric Zemmour, discours à Cannes, 22 janvier 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=3-KwbkiAlAc>

21.

<https://mlafrance.fr/programme>

22.

https://twitter.com/MLP_officiel/status/1500822618429177859

23.

Éric Zemmour, discours à Cannes, 22 janvier 2022
<https://www.youtube.com/watch?v=3-KwbkiAlAc>

24.

Cf. Jean Baudouin
Le « moment néo-libéral » du RPR : essai d'interprétation, *Revue française de science politique*, 40 (6), 1990, pp. 830-844

25.

Cf. Gilles Ivaldi, Virginie Martin, Grégory Lespinasse, « Le Front national entre clientélisme et recherche d'un enracinement social », *Critique internationale*, n°4, été 1999, 169-182

26.

Éric Zemmour, discours à Toulon, 6 mars 2022
<https://www.youtube.com/watch?v=H12GJWJRktJc>

27.

Éric Zemmour, discours à Cannes, 22 janvier 2022
<https://www.youtube.com/watch?v=3-KwbkiAlAc>

28.

Cf. Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord*, Paris, Carrère-Lafon, 1984, p.132

écho direct à l'ancien président du FN. L'administration fiscale fait la chasse aux contribuables, se lance dans la traque de ceux qui travaillent, de ceux qui payent pour les autres, sans rien dire, sans broncher, ce n'est plus une administration fiscale, c'est une bureaucratie soviétique. Nous demandons la fin de la tyrannie de Bercy²³ ! ».

Au-delà de ces aspects forts de rhétorique de campagne, on reste loin toutefois avec Éric Zemmour d'un positionnement économique libéral tel qu'incarné notamment par Jean-Marie Le Pen au détour des années 1980, à un moment où la droite française dans son ensemble était, il faut le rappeler, tombée sous le charme de la révolution reaganienne aux États-Unis²⁴. À titre de comparaison, en 1986, les mesures libérales représentaient 79% du programme du FN ; en 2002, le projet présidentiel de Jean-Marie Le Pen restait encore ancré à droite avec 61% de propositions libérales, après le « virage social » pris par le parti lepéniste au milieu des années 1990²⁵.

Tout comme Marine Le Pen, le candidat de Reconquête ! se doit lui aussi de parler aux catégories plus modestes. En témoigne un volet « pouvoir d'achat » significatif : augmentation des salaires, mesures fiscales et sociales pour les familles, remboursement des frais de carburant ou bourse de naissance de 10 000€ en commune rurale, notamment. En pleine polémique sur le prix de l'énergie, Éric Zemmour a également promis le 6 mars à Toulon de bloquer le prix de l'essence à 1,80 €²⁶.

En insistant sur « l'intérêt convergent des ouvriers et des chefs d'entreprises » et le développement de l'actionariat salarié, l'ancien chroniqueur reprend également la vieille antienne lepéniste du « capitalisme populaire » qui entendait transférer à la grande masse des citoyens la propriété des entreprises publiques après leur privatisation. Dans son discours à Cannes en janvier, le candidat de Reconquête ! a donné à voir sa vision d'un modèle sans lutte des classes : « l'union des droites, c'est aussi le refus de la lutte des classes. C'est la certitude que le salarié a encore des choses à partager avec le patron : parce que tous les deux sont français, parce que tous les deux aiment leur pays, parce que tous les deux ont peur pour leurs enfants, parce que tous les deux veulent la prospérité²⁷ ».

Dans les années 1980, Jean-Marie Le Pen défendait de la même manière l'idée d'un développement de l'actionariat salarié, nécessaire à ses yeux à l'éclosion d'un capitalisme populaire fondé sur la propriété et l'enracinement comme correcteurs du désir de profit : « pour assurer le renouveau du capitalisme, expliquait à l'époque le président du FN, il faut y associer le peuple²⁸ ». Dès 1981, le manifeste économique du mouvement lepéniste proposait ainsi « d'associer tous les citoyens à la propriété des moyens de production par le biais du capitalisme populaire ». Quelques années plus tard, en 1986, le programme préconisait une « transformation des entreprises publiques en sociétés privées qui offriront un meilleur service, l'enrichissement des Français par la désétatisation des sociétés nationalisées (contre l'État « pieuvre ») et la création de fonds d'investissement réservés aux salariés de toutes les entreprises, Français et pères de famille ».

Les préférences économiques des électeurs de M. Le Pen et É. Zemmour

Ces différences de position des deux prétendants de droite radicale sur l'axe économique gauche-droite sont congruentes avec ce que l'on sait des attitudes économiques et sociales de leurs électeurs potentiels à la veille de l'élection présidentielle.

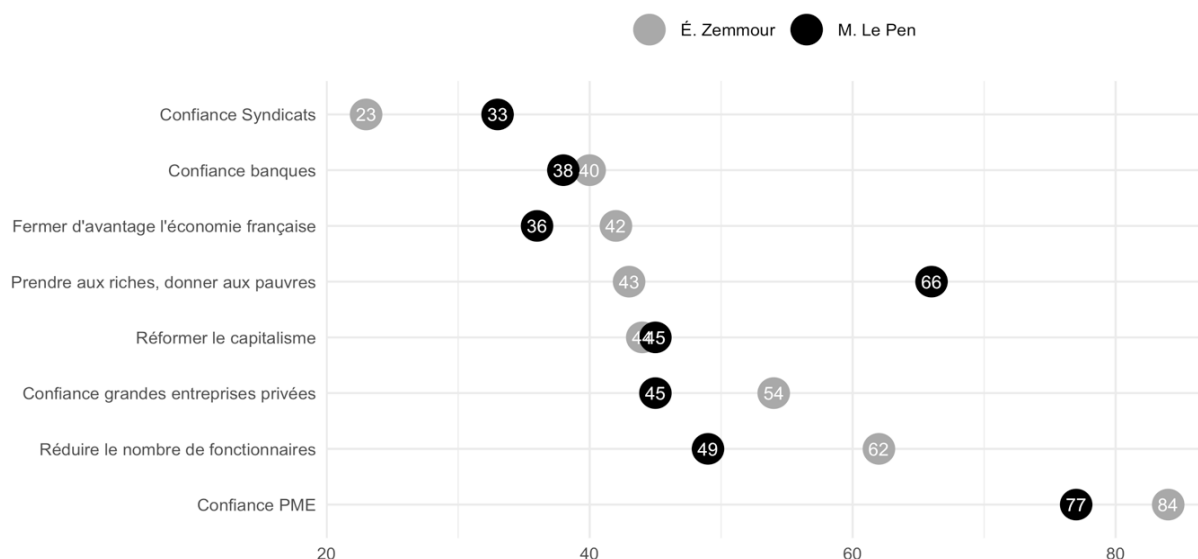
La vague 5 de l'Enquête électorale 2022 du CEVIPOF - réalisée en février avant le déclenchement de la guerre en Ukraine - témoigne à cet égard d'attentes encore relativement différenciées au sein des électeurs de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour. Chez les supporters de l'ancien chroniqueur, l'immigration arrive très nettement en tête des préoccupations, citée par 73% de ses électeurs potentiels, loin devant la délinquance (48%) et le pouvoir d'achat (43%). Chez les lepénistes, c'est le pouvoir d'achat qui occupe désormais la première position (58%) à égalité avec l'immigration (57%), la délinquance n'arrivant qu'en troisième place avec un peu plus d'un tiers des réponses (35%)²⁹.

29.

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/EnEF2022%20vague%205%20-%20Février2022.pdf>

Les données de la vague 13 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF illustrent également des divergences de vue sur les enjeux socio-économiques au sein des électeurs de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour (Cf. Figure 2).

Figure 2 : Positions économiques des électeurs de Marine Le Pen et Éric Zemmour



Source : Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021-janvier 2022

Sur l'ensemble de nos indicateurs, les soutiens de la candidate du RN apparaissent moins libéraux que ceux d'Éric Zemmour : plus grande confiance dans les syndicats, défiance à l'égard des grandes entreprises privées ou refus de réduire le nombre de fonctionnaires. Les différences sont particulièrement marquées sur la question de justice sociale : 66% des supporters de Marine Le Pen sont d'accord avec l'idée selon laquelle « il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres » contre 43% seulement au sein de l'électorat de l'ancien chroniqueur du *Figaro*³⁰.

30.

Voir Bruno Cautrès, Gilles Ivaldi et Luc Rouban « Entre Le Pen, Zemmour et Péresse, la bataille se joue sur le terrain économique », *Challenges*, 5 février 2022

https://www.challenges.fr/politique/entre-zemmour-le-pen-et-peresse-la-bataille-se-joue-sur-le-terrain-economique_799341

31.

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/resultats-et-decryptage-par-vague.html>

Ces divergences sont également visibles en matière de préférences fiscales. Dans la vague 6 de l'Enquête électorale française (ENEF) du CEVIPOF, conduite fin février, deux tiers (66%) des électeurs potentiels d'Éric Zemmour se disent ainsi favorables à une « baisse des impôts sur les hauts revenus et sur les entreprises afin d'encourager davantage d'investissements et de croissance » contre 43% seulement des électeurs lepénistes³¹.

L'économie du repli national

Marine Le Pen et Éric Zemmour se retrouvent sur la troisième et dernière composante, celle du nationalisme économique.

Ce dernier constitue historiquement une dimension importante du lepénisme depuis le début des années 2000, qui s'inscrit dans la critique par le FN de la globalisation et du libre-échange, et des élites « mondialistes ». Lors de sa convention présidentielle à Reims en février, Marine Le Pen a rappelé l'importance de cette ligne de fracture fondamentale à ses yeux : « c'est, a-t-elle une nouvelle fois expliqué, le sens du clivage entre nationaux et mondialistes, entre localistes et globalistes, entre nous, partisans de la protection et eux, partisans de la déréglementation généralisée. Pour nous, notre pays passe avant tout, nos familles passent avant tout, notre peuple passe avant tout³²! ».

32.

Convention présidentielle de Marine Le Pen à Reims, 5 février 2022

<https://www.youtube.com/watch?v=hEVj9za0298>

Lors des deux dernières présidentielles de 2012 et 2017, les mesures de nationalisme économique représentaient une proposition sur cinq environ du programme de la candidate du FN (20 et 22% respectivement). Il y a cinq ans, ce nationalisme s'était traduit par un ensemble de mesures protectionnistes fortes : contribution de 3% à l'importation, contrôle des investissements étrangers, taxes sur les grands groupes ou refus des « pétrodollars » du Golfe. À cela s'ajoutait le traditionnel chauvinisme du *welfare*, formalisé par une « priorité nationale » que le FN entendait faire appliquer dans le logement, les aides sociales ou l'emploi avec notamment la mise en place d'une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers.

Au cœur du mix économique lepéniste, le nationalisme infuse encore 14% des propositions économiques dans le programme de 2022. Le projet de Marine Le Pen propose ainsi de « mettre en place le patriotisme économique pour réindustrialiser et produire les richesses en France ». Du côté d'Éric Zemmour, les mesures protectionnistes représentent un quart (25%) du projet économique. Ce dernier reprend très largement à son compte l'agenda nationaliste classique du Front national. Les deux candidats se rejoignent d'ailleurs sur plusieurs propositions relatives à l'agriculture, aux traités de libre-échange, à la commande publique, à la création d'un fonds souverain ou à la baisse massive des impôts de production des entreprises (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Mesures de protectionnisme économique chez Marine Le Pen et Éric Zemmour

Marine Le Pen	Éric Zemmour
Interdire les importations de produits agricoles ne respectant pas les normes de production française	Interdire les importations de produits agricoles non conformes à nos standards de qualité et de sécurité alimentaire
Protéger notre économie de la concurrence déloyale et revoir les accords de libre-échange qui ne respectent pas les intérêts de la France	Mettre fin à la participation de la France aux négociations actuelles et futures des traités de libre-échange
Donner la priorité aux PME pour les marchés publics	Obliger la commande publique à privilégier les produits français
Contraindre les cantines à utiliser 80% de produits agricoles français	Privilégier les circuits courts en augmentant la part de produits locaux dans la restauration collective
Créer un « fonds souverain français » pour augmenter la rémunération de l'épargne des Français et l'orienter vers des secteurs stratégiques et l'innovation	Créer un grand fonds souverain alimenté par les fonds du livret A pour investir dans nos entreprises
Supprimer la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) qui pénalise les PME-TPE locales et les impôts de production qui nuisent à la relocalisation	Réduire les impôts de production de 30 milliards d'Euros supplémentaires

En 2017, la sortie de l'Euro conditionnait la plupart des marges de manœuvre et des choix commerciaux de Marine Le Pen, à l'image de la réserve de la commande publique aux entreprises nationales ou de l'instauration d'une Politique Agricole Française en lieu et place de la PAC. À la confrontation frontale avec l'Union européenne, la candidate du RN privilégie en 2022 un modèle « polonais » visant à affirmer la primauté du droit national sur le droit européen³³.

Au-delà de l'abandon de la sortie de l'Euro, la question européenne disparaît elle aussi très largement des 22 propositions présentées par la candidate du RN. On en retrouve la trace dans le livret, beaucoup plus substantiel, consacré au projet de référendum sur l'immigration que Marine Le Pen entend soumettre aux Français dès son élection. « Le peuple français, y explique-t-on, doit retrouver sa souveraineté en décidant par référendum de la politique migratoire qu'il souhaite voir appliquée ». Le tract sur le « Référendum sur l'immigration, 7 propositions décidées par les Français » rappelle ainsi qu'il s'agira « d'affirmer la supériorité de la constitution française sur les normes internationales³⁴ ». D'autres questions, comme l'imposition des sociétés internationales en France, la lutte contre les paradis fiscaux en Europe ou la suppression du travail détaché, sont réapparues dans le livret consacré à la fraude fiscale et sociale, présenté le 22 mars.

On retrouve chez Éric Zemmour des propositions très proches. L'ancien chroniqueur du *Figaro* entend lui aussi défendre un patriotisme économique nécessaire à ses yeux à la réindustrialisation de la France. Outre les mesures citées plus haut, il propose notamment de « protéger nos entreprises en élargissant le contrôle des investissements étrangers à tous les secteurs », de « mettre en place un mécanisme de commande publique européen permettant à chaque état d'en réserver une part à ses entreprises nationales » ou de « mettre en place un Patrie-score pour les produits d'origine française ». Le programme prévoit en outre de « lutter contre les délocalisations d'emplois de services en pénalisant les entreprises qui y ont recours dans l'attribution des marchés publics » ou de « mettre fin au dumping social provoqué par l'actuelle directive européenne sur les travailleurs détachés ».

33.

On fait ici référence au conflit opposant Varsovie à Bruxelles depuis plusieurs années à propos des réformes judiciaires du gouvernement conservateur du PIS et de la décision en octobre 2021 de décréter certains articles des traités européens incompatibles avec la Constitution nationale, remettant en question le principe même de primauté du droit européen

34.

<https://mlafrance.fr/petition/referendum-immigration>

35.

Éric Zemmour, Discours de Villepinte, 5 décembre 2021
<https://www.youtube.com/watch?v=EoutpnHWkVA>

S'il ne s'agit pas non plus chez Éric Zemmour de sortir de l'Euro ou de quitter l'Union européenne, le programme « Europe » est ici beaucoup plus détaillé. Ce dernier fait explicitement référence au projet historique du FN de « construire une Europe des Nations ». Le programme souverainiste d'Éric Zemmour propose de « mettre fin à la surtransposition des règles européennes », de « faire primer toute nouvelle loi nationale sur le droit européen existant » et de « bloquer tout nouveau transfert de compétence et faire appliquer rigoureusement le principe de subsidiarité ». Ainsi que l'expliquait Éric Zemmour dans son discours de Villepinte : « notre existence en tant que peuple français n'est pas négociable. Notre survie en tant que nation française n'est pas soumise au bon vouloir des traités ou des juges européens. Reprenons notre destin en main³⁵ ! ».

Ces positions souverainistes trouvent une nouvelle fois une résonance au sein des électorats de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour. Les résultats de la vague 13 du Baromètre de la confiance politique, conduite en décembre 2021 et janvier 2022, mettent en lumière l'adéquation de l'offre protectionniste des candidats de la droite radicale avec les attentes de leurs supporters : pas moins de 42% des électeurs potentiels d'Éric Zemmour estiment ainsi que « sur le plan économique, la France doit se fermer d'avantage », de même que 36% des électeurs lepénistes, contre 30% de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon et 18% seulement des supporters d'Emmanuel Macron.

Les attitudes à l'égard de l'Union européenne distinguent également les électorats des deux protagonistes de la droite radicale. Seuls 17 et 21% des électeurs potentiels d'Éric Zemmour et Marine Le Pen disent avoir confiance dans l'Union européenne contre 74% des supporters d'Emmanuel Macron, 47% des électeurs de Valérie Pécresse et 39% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Près de la moitié (47 et 45%) des électeurs d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen pensent par ailleurs que l'appartenance de la France à l'UE est « une mauvaise chose » contre 8% des électeurs macronistes, 14% parmi les soutiens de Valérie Pécresse et 27% au sein de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon.

Guerre en Ukraine : l'avantage à Marine Le Pen

Les programmes présentés par les deux candidats de droite radicale témoignent de l'importance croissante accordée aux enjeux économiques et sociaux pour des mouvements politiques définis essentiellement par leur statut de « niche » privilégiant les questions culturelles relatives à l'immigration, à la sécurité ou à la défense des valeurs traditionnelles³⁶. Si ces enjeux demeurent encore prédominants, ils sont, à la fois chez Marine Le Pen et chez Éric Zemmour, assortis d'une batterie de propositions économiques et sociales, qui vise à asseoir la crédibilité de candidats encore marqués du sceau de la radicalité.

L'analyse des programmes économiques de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour révèle, on vient de le voir, deux modèles relativement distincts, deux stratégies, deux paris sur la dynamique électorale d'avril prochain.

Marine Le Pen continue d'inscrire le programme de sa formation dans le social-populisme dont elle a dessiné les contours dès son arrivée à la tête du FN en 2011, à l'adresse de son électorat populaire, de la jeunesse et de classes moyennes déstabilisées par la succession des crises depuis 2008. De son côté, Éric Zemmour se positionne plus volontiers pour sa part sur un créneau plus libéral, mâtiné de capitalisme populaire. En accueillant Marion Maréchal au sein de Reconquête !,

36.

Voir la définition proposée par Bonnie Meguid, *Party Competition between Unequals: Strategies and Electoral Fortunes in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008

l'ancien chroniqueur formalise d'une certaine manière le « libéral-protectionnisme » que la nièce de Marine Le Pen avait tenté d'imposer au sein du FN dès 2015, lorsqu'elle demandait « moins de libéralisme à l'extérieur et plus à l'intérieur ».

Face aux conséquences économiques de la guerre en Ukraine et des répercussions de cette dernière sur le pouvoir d'achat des Français, l'agenda social-populiste mis en avant par Marine Le Pen donne sans aucun doute à cette dernière un avantage auprès des catégories populaires, des ménages les plus modestes et, au-delà, auprès de classes moyennes directement affectées par la hausse du coût de la vie et des dépenses contraintes.

L'écart qui paraît se creuser dans les intentions de vote entre les deux candidats témoigne de la dynamique dont bénéficie Marine Le Pen, sous réserve d'une abstention qui s'annonce importante et qui pourrait priver cette dernière d'une partie de sa base populaire. En pariant sur un programme social-populiste de « crise » à forte tonalité sociale dès avant même le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, la candidate du Rassemblement national a fait le pari de s'adresser à une France fragilisée par les effets de la pandémie et posé, peut-être, à cette occasion les bases de sa qualification pour le second tour face à Emmanuel Macron.

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : IVALDI (Gilles), « Marine Le Pen, Éric Zemmour : social-populisme contre capitalisme populaire », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 13, mars 2022, 13 p.

© CEVIPOF, 2022 Gilles Ivaldi